

Pile et face, la dette est exorbitante : les emprunteurs sont évalués, la dette se chiffre, mais qu'en est-il de ce train de vie qui puise dans le futur?

Autor(en): **Genecand, Benoît**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2289

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024109>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

différemment, en agissant hors du marché, via un [revenu de participation](#).

Ce dernier rétribuerait par exemple des activités socialement utiles, répondant à des besoins essentiels: des tâches éducatives, de «care» (aide aux personnes âgées,

invalides, enfants...), de gestion de l'environnement, d'animation sociale ou des engagements politiques.

Le revenu de participation est en somme un compromis entre le RBI - un revenu sans travail - et le modèle social actuel - un

revenu lié à l'exigence, ou pour le moins à l'effort, de revenir sur le marché du travail. Il serait une solution pour contenir le processus de marchandisation qui vise à élargir sans cesse l'emprise du marché sur les activités humaines et sur les revenus qu'elles procurent.

Pile et face, la dette est exorbitante

Les emprunteurs sont évalués, la dette se chiffre, mais qu'en est-il de ce train de vie qui puise dans le futur?

Benoît Genecand - 11 juin 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36847>

La dette c'est quoi? Définition. Faire une dette, c'est obtenir de l'argent maintenant et le rembourser plus tard, demain, la semaine prochaine, en 2021, dans dix ans, dans trente ans, jamais pour certains emprunts étatiques joliment appelés [dettes perpétuelles](#).

Tout le monde peut s'endetter. Les ménages pour financer un canapé, une voiture ou pour s'acheter un appartement. Les entreprises, pour lubrifier leur trésorerie entre les dépenses et les recettes, acheter de nouvelles machines ou gober un concurrent. Les États, bien sûr, pour tout ce que les États font.

Emprunteurs de AAA à D

Les meilleurs emprunteurs sont les États justement. Avec de fortes [différences](#) entre eux toutefois. La Suisse est sur la première marche du podium, AAA comme disent les agences de *rating* (à ne pas confondre avec les «ah, ah, ah!»), que l'on a exprimé à propos de ces mêmes agences après la débandade des subprimes...).

AAA aussi pour le Canada, le Danemark, l'Allemagne et quelques *happy few*. À l'autre extrémité, appelés D comme défaut, il y a le Venezuela, l'Argentine, l'Égypte ou l'Ukraine. Les bons élèves paient peu pour leurs dettes, les

mauvais beaucoup.

En fait, depuis quelque temps, les bons élèves ne paient plus rien. On les paie même pour qu'ils s'endettent. C'est le cas de la Suisse qui [émet](#) régulièrement des obligations avec un taux d'intérêt négatif. Ceux qui prêtent aujourd'hui cent francs à la Confédération recevront en retour un montant inférieur dans dix ans. C'est Alice aux pays des merveilles.

À combien se montent ces dettes mondiales? Le montant total, dettes des particuliers, des entreprises et des États, s'élevait à deux cents cinquante-trois mille milliards de dollars en septembre 2019. C'est [l'Institut of International Finance](#) qui le dit. Information mise en perspective par CNBC dans une vidéo intitulée [«Is a global debt crisis coming?»](#).

Trois mille cerveaux

253 000 000 000 000, est-ce que cela veut encore dire quelque chose? C'est environ trois mille fois le nombre de neurones dans un [cerveau](#) humain pour prendre une comparaison hasardeuse. Plus pertinente est la mise en rapport avec le produit brut mondial, de quatre-vingt-six mille milliards de dollars en [2018](#).

La montagne de dettes mesure donc presque trois fois la production annuelle. Et ceci avant les largesses budgétaires qui accompagneront la pandémie. Même si le montant de ces interventions étatiques n'est pas encore connu, on peut l'estimer à 10% du produit brut mondial, soit huit mille six cents milliards de dollars qui iront grossir le total. Voir à ce sujet un intéressant document de [Bruegel](#), un *think thank* européen centré sur les questions économiques.

Bon, mais une fois qu'on s'est amusé et effrayé avec les lettres et les chiffres, on a dit quoi exactement? Est-ce bien, pas bien, un motif de satisfaction ou de peur panique? Si on limite son regard aux dettes publiques, il est admis que le ratio entre les dettes et le produit national brut est un bon indicateur de la santé financière d'un pays. Là aussi, la fourchette entre les parcimonieux-frugaux et les cigales est très large.

Le tableau pays par pays dressé par le Fonds monétaire international [montre](#) d'ailleurs une image un peu contre-intuitive. Il faut être un pays développé et riche pour se payer une dette importante en relation avec la production nationale.

Les États-Unis ont dépassé le ratio de 100% avant la crise du Covid-19. Comme l'Italie ou le champion toute catégorie qu'est le Japon avec ses 248%. Le Congo par exemple peut paraître exemplaire avec ses 18% de dettes publiques par rapport à son produit national brut, idem pour la Russie (17%) ou le Nigeria (11%).

«On ne prête qu'aux riches»

Le mieux est de pouvoir s'endetter et de ne pas l'avoir fait durant les années de vaches grasses. C'est le cas de la Suisse. Elle pourrait ajouter quelques dizaines de milliards de dettes sans que son *rating* se détériore et sans même commencer à payer un taux d'intérêt positif. Ses créanciers continueront de lui donner de l'argent pour le plaisir d'augmenter son endettement. Formidable, n'est-ce pas?

On trouve d'ailleurs la même situation chez les particuliers qui visitent leur banquier en

Helvétie: plus les revenus sont importants, plus importante pourra être la dette hypothécaire. Dettes hypothécaires qui se montent à neuf cents milliards de francs. Chiffre qui suscite à intervalle régulier un frémissement de panique comme en janvier 2020 dans un [article](#) intitulé «*La dette hypothécaire, une épée de Damoclès macro-économique*».

Mais, là aussi, la même question se pose: Est-ce un problème? Ne doit-on pas regarder les deux côtés du bilan d'un individu, d'une entreprise ou d'une collectivité?

Dettes helvétiques

Pour les Suisses, la situation apparaît tout de suite moins flippante: face aux dettes hypothécaires se trouve un patrimoine de quatre mille six cent septante-trois milliards, composé de la valeur des immeubles, des droits sur les caisses de pension et d'autres placements mobiliers.

Soit une «*valeur nette des ménages suisses*», selon la terminologie de la Banque nationale suisse, de trois mille sept cent septante-deux milliards ([chiffres 2018](#)).

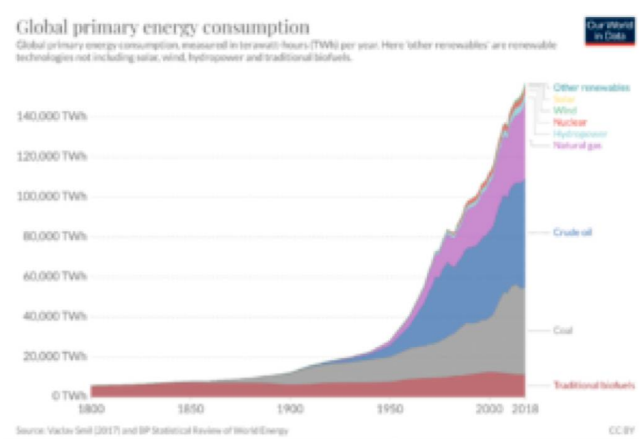
Petit pays hyper connecté, la Suisse doit sa prospérité à une longue période de paix et de croissance économique mondialisée. Malgré cette bonne santé financière, se pose donc aussi, et égoïstement, la question de savoir si l'endettement global, grossi encore par les interventions post-Covid, est soutenable.

Même si la dette atteint désormais des sommets tant en chiffres absolus que relatifs, il est difficile de dire que ce système va implorer, qu'il est donc insoutenable. On voit bien avec quelle diligence les banques centrales s'appliquent à baisser les taux d'intérêts. Or, avec des taux proches du plancher voire en dessous, n'importe quel montant de dette est supportable.

Et dette planétaire

Ce qui semble plus intéressant, et d'une certaine manière plus évident, est le constat suivant: l'économie mondiale n'a jamais produit autant que maintenant. Cette production s'est faite en

consommant des ressources énergétiques accumulées dans les sols depuis des millions d'années. La croissance de cette consommation a été exponentielle - le [graphique de Our World in Data](#) est éloquent - et notre fourniture d'énergie dépend encore quasi totalement de ressources qui émettent du CO₂.



Il y a cumul mondial de deux problématiques: un train de vie financier qui va puiser par avance des ressources dans le futur et un mode de vie qui accroît chaque jour une dette écologique difficile à rembourser. Plus exactement, les pays

développés concentrent la grande majorité des dettes et des émissions.

On voit mal comment ces deux défis vont être attaqués en même temps. Pour que le système d'une économie qui marche à crédit garde sa stabilité, il faut une croissance continue du gâteau à partager. Pour que les gaz à effet de serre diminuent dans l'air, il faudra arrêter de brûler des énergies fossiles et donc restreindre drastiquement la production économique.

Bien sûr, certains prophètes du moindre mal annoncent que l'on peut à la fois assurer la croissance économique et éviter le réchauffement climatique.

Loin d'être rassurante, cette affirmation est plutôt le témoignage le plus récent de cette capacité des humains, surtout des adultes, à se raconter des histoires à dormir debout. Peut-être dans l'espoir enfantin que demain soit le miroir à peine terni du bel aujourd'hui. Ou plus cyniquement, pour faire comme si de rien n'était et passer le bâton merdeux à la génération qui vient.

La livraison de marchandises, un défi de mobilité urbaine

Les achats en ligne augmentent, leur acheminement aussi. Une stratégie concertée pour soulager les villes s'impose

Michel Rey - 13 juin 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36864>

Elles véhiculent des logos connus de tous et sont de plus en plus nombreuses à sillonner les rues des villes, à s'arrêter sur le peu de places qui leur sont réservées, voire en double file ou empiétant sur les trottoirs. Elles, ce sont les camionnettes de livraison de colis destinés aux clients du commerce en ligne.

Les commandes par Internet

explorent et le nombre de colis acheminés en Suisse ne cesse de croître. Ce mode de consommation est en train de modifier le transport des marchandises en milieu urbain, en termes de fréquence, de volume ou de poids des colis autant que de logistique.

Les entreprises de distribution se disputent ce marché en tentant d'offrir les meilleures

conditions (livraison à domicile garantie dans la journée) et au moindre coût, impliquant par ailleurs des conditions salariales douteuses.

Dans le paysage urbain, rares sont les surfaces adaptées au transbordement de marchandises. Les rues manquent de possibilités d'arrêt de courte durée. Il y a donc forcément une